Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 10

Artikel: Penser et comprendre la Révolution

Autor: Moreau, Thérèse

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-279484

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Penser et comprendre la Révolution

Parution du premier tome des actes du Colloque Femmes et Révolution : un événement marquant pour le savoir comme pour les femmes.

La marche des femmes sur Versailles, 35 statues de Pascale Massicot, 1989. (Photo Stéphane Jean-Baptiste)

Un volume de 520 pages, contenant 43 communications sur les thèmes «modes d'action et d'expression, nouveaux droits, nouveaux devoirs», le premier tome du Colloque Femmes et Révolution, qui s'était tenu à Toulouse au printemps 1989, est paru récemment. Deux autres tomes suivront, mais on peut déjà l'affirmer: désormais, l'histoire et l'historiographie ne pourront plus occulter le rôle et la participation des femmes dans l'action et la réflexion révolutionnaires. Pour l'historienne Marie-France Brive la césure femmes-Révolution a enfin été «questionnée frontalement» pour «débusquer une historiographie jusqu'ici dominante qui, en toute bonne conscience, l'entérine comme «vérité historique alors qu'elle redouble purement et simplement la plupart des écrits, discours, lois du XVIIIe siècle, et qu'elle reprend à son compte, sans examen sérieux, une conception des «rapports sociaux de sexes» qui s'est prolongée jusqu'au deuxième tiers du XXe siècle (pour rester optimiste)...»

Les intervenant-e-s ont posé les femmes comme productrices de l'Histoire, ce qui certes enrichit la connaissance de la Révolution française, mais permet également de «contribuer aux débats actuels sur les notions d'égalité, de citoyenneté ou de nation». C'est ainsi que les motions sur les études féministes, les Droits de la personne votées en séance plénière sont placées en avant-propos. On a cherché à comprendre et à savoir comment s'est construite la différence des sexes, comment elle avait fonctionné sous la pression des événements et des idéologies.

Protéger l'individu ou l'écraser?

A un moment où le monde occidental se réorganise – sans qu'on y voie la participation politique des femmes – à un moment où les particularismes sont exacerbés et les vieux démons réveillés, l'histoire de l'époque révolutionnaire devrait nous aider à répondre aux problèmes éthiques et moraux d'aujourd'hui. En effet, la Révolution française qui promulgue la Déclaration des Droits de l'homme pour protéger l'individu en vient à écraser celui-ci. On voulut des droits universels tout en excluant certaines catégories d'êtres humains. Montlozier observait à propos du Code civil: «La femme, les enfants mineurs, les serviteurs n'ont point de propriété, car ils sont propriété eux-mêmes: la femme, parce qu'elle fait partie de l'homme; les enfants, parce qu'ils en sont une émanation; les serviteurs, parce qu'ils sont de simples instruments.»

Pourtant, si les hommes pensèrent droits du mâle, les femmes comprirent souvent droits universels et elles ne furent pas la seule catégorie d'exclu-e-s à voir en la Révolution une libération. Réfléchir sur l'exclusion des femmes, c'est réfléchir sur les mécanismes de toutes les exclusions, que celles-ci soient basées sur la couleur de la peau, l'origine, le sexe, la préférence philosophique, etc. Le nazisme condamnait la nature féminine des juifs; déjà en 1859 l'historien Jules Michelet encourageait les entreprises françaises à employer de la main-d'œuvre arabe dans les travaux répétitifs requérant des qualités féminines et le discours tenu sur les Noirs aux Etats-Unis pourrait souvent s'appliquer à la «nature féminine», on sait aussi que les objecteurs de conscience sont pour maints militaires des femmelettes. C'est également réfléchir sur la manière dont s'impose une idéologie, car les femmes ont accepté de se retirer du domaine public pour régner dans le privé. Quels avantages ont-elles tiré de ce geste? Y-a-t-il toujours eu violence?

La dernière ruse du patriarcat

Yvonne Knibielher explique et commente la décision de consacrer des recherches aux femmes. Elle répond à celles et à ceux qui ont peur du ghetto: cette crainte est pour elle «la dernière ruse du patriarcat pour nous intimider, pour nous empêcher de prendre nos affaires en mains». Les études féministes lui semblent devoir être une impulsion, une aide à la recherche ainsi qu'à la cause de l'égalité. Le colloque, tenu à Toulouse, où Marie-France Brive est titulaire d'un des trois postes féministes accordés en France par le ministère, montre la force et la dynamique des études féministes. Derrière les querelles sur l'accès des femmes au savoir, on voit la peur de la citoyenneté des femmes, le refus d'accorder à celles-ci les deux qualités qui fondent pour les révolutionnaires le citoyen moderne: la volonté et l'opinion personnelle. Tous ces travaux illustrent une remarque de la philosophe italienne Ginevra Conti Odorisio sur l'objectivité des textes philosophiques et autres: «C'est l'historiographie officielle qui a occulté la différence des sexes dans l'universalité du sujet; les textes historiques, eux, sont obsédés par cette différence.»

Thérèse Moreau

Les Femmes et la Révolution, Presses universitaires de Toulouse, Le Mirail, 1989.